

STRATEGIES D'ACCROISSEMENTDE L'EMPLOI PRODUCTIF --

RAPPORT DU SECOND GROUPE

DE DISCUSSION

AUX PARTICIPANTS DU COLLOQUE

SUR LES POLITIQUES

Une politique agricole visant à la
couverture des besoins céréaliers
des pays africains est-elle en mesure
de régler les problèmes de l'emploi ?

La situation actuelle de la couverture des besoins céréaliers dans la plupart des pays d'Afrique grands consommateurs de céréales se caractérise par un déficit global, même si, au niveau de certaines zones, une relative abondance permet de dégager des excédents appréciables : ceci depuis quelques décennies. La dramatique sécheresse que les régions sahéliennes (essentiellement productrices de céréales) ont vécue n'aura fait qu'accentuer une tendance qui se dessinait depuis longtemps.

I - CARACTERISTIQUES ACTUELLES

On observe en effet des "périodes de soudure" de plus en plus longues en raison des stocks familiaux peu abondants, sinon inexistant, un ravitaillement de plus en plus difficile des grandes agglomérations malgré les soins qu'y apportent les gouvernants, et le tout aboutissant à une diminution de la ration céréalière journalière non compensée par une mutation dans la structure alimentaire.

Tout cela a pour cause un faisceau de phénomènes amalgamés et dont la combinaison ne pouvait que fatalement conduire à une telle situation :

1°) une croissance très marquée de la population totale, et qui n'a pas conduit à une augmentation sensible de la population rurale productrice de céréales ;

2°) un flux migratoire campagnes-villes créant des "populations flottantes" dans les villes et qu'il faut cependant nourrir ;

3°) une désaffection de la culture des céréales dites "cultures pauvres" au profit des cultures de rentes des cultures industrielles, plus rémunératrices ;

4°) une technologie qui ne s'améliore pas à un rythme satisfaisant ;

5°) une mauvaise organisation des circuits de commercialisation et de distribution qui permet la spéculation des "traitants" ;

6°) une pluviométrie de plus en plus capricieuse, etc. etc.

Si certains de ces facteurs, tels que l'évolution démographique et la pluviométrie, sont des impondérables, la plupart des autres sont dus à une mauvaise appréciation de la situation, si ce n'est tout simplement un manque de toute politique cohérente en matière agricole.

Aujourd'hui que le monde a les yeux ouverts sur le phénomène, on sent l'obligation morale de réviser la politique agricole, non seulement à cause de l'opinion publique, mais aussi pour des raisons de sécurité intérieure, sans pour autant toucher au système d'intégration à l'économie capitaliste qui a favorisé une telle évolution.

II - INSTAURATION D'UNE POLITIQUE D'AUTO-SUFFISANCE EN PRODUITS CEREALIERS

En l'absence d'une politique interne globale de développement agricole qui favoriserait les cultures céréalières, non pas nécessaire

ment au détriment des cultures industrielles, mais en dynamisant les campagnes, en augmentant la production du travail pour que la terre ne plus considérée comme abandonnée aux "désérités" - qui sont cependant + de 80 % de la population. Cette politique agricole serait sous-tendue par quatre actions essentielles visant :

1°) à relever le prix à l'achat des céréales à un niveau tel qu'elles seraient rétribuées à leur valeur sociale, de façon à les rendre financièrement profitables pour les producteurs. Ceci est d'autant plus important que la détérioration continuelle des termes de l'échange n'augure pas d'un avenir florissant pour notre arachide, notre coton, notre café..., si nous ne nous organisons pas au lieu de "quémander" ou de laisser élaborer un nouvel "ordre économique international" qui ne sera effectivement nouveau, au sens dynamique et dialectique du terme, qu'à la suite d'une meilleure prise de conscience des causes de notre sous-développement.

2°) l'élaboration d'une politique de l'eau aboutissant à une meilleure utilisation de cet input naturel. Ainsi on ne serait plus à la merci d'une pluviométrie ou déficitaire ou mal répartie : cas Mali, Sénégal, Soudan.

3°) à un choix technologique certes délicat, , mais qui pourrait se faire par zones d'activités et progressivement :

a) dans les zones où existent de grands projets du genre Quézira, Richard Toll ou l'Office du Niger, occupant des milliers d'hectares de terres irriguées souvent mal exploitées du fait, entre autres raisons, du manque de main d'oeuvre, une certaine mécanisation est possible et même souhaitable. Cette mécanisation contrôlée suppléerait à la pénurie de travailleurs sans jamais avoir pour fondement la diminution de l'offre de l'emploi ;

b) Dans les exploitations individuelles paysannes, un accès plus facile au matériel agricole est nécessaire par la subvention de ce matériel et les possibilités de remboursement étalé sur plusieurs campagnes. Il s'agit là de charrues, engrais, insecticide, etc.

4°) à organiser la production et la commercialisation. Cette organisation est multiforme selon les pays et à l'intérieur des pays, multiforme selon les régions. En tout état de cause il n'en sera pas parlé dans ce rapport car cela nous éloignerait du sujet.

III - EFFET D'UNE TELLE POLITIQUE SUR L'EMPLOI

Le diagnostic correctement fait, une politique juste élaborée, l'exécution de cette politique commencée, quelle en serait la répercussion sur l'emploi ?

1°) Au niveau des producteurs on aboutirait à une attraction vers les céréales d'ailleurs, favorisée par la volonté d'auto-suffisance du paysan ; on aboutirait ensuite à une stabilisation, dans une première phase, de la population agricole dans ce sous-secteur, à une diminution de l'exode rural dans la mesure où des revenus substantiels sont garantis au village, à une diminution, aussi, du sous-emploi ;

2°) au niveau des villes, et plus précisément des scolarisés, l'intensification des productions agricoles nécessiterait un plus grand nombre d'instructeurs, d'encadreurs, de petits-mécaniciens, petits négociants... et ces activités pourraient être un débouché appréciable pour éponger cette masse de jeunes lancés sur le marché du travail et que les régimes trainent comme des boulets à leurs chevilles.

CONCLUSION

Une politique céréalière adéquate n'est pas le remède miracle qui résoudra d'emblée les problèmes vitaux du droit du citoyen au

travail, mais, il apportera sa contribution déterminante à la solution d'un problème qui constitue le scandale de ce siècle. Mais en tout état de cause, une telle politique est partie intégrante de la politique interne de développement authentique, qui n'est concevable que par des régimes soudés au peuple et soutenus par le peuple.